



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

Lettre n° 333 du 5 mai 2024

Au sommaire :

- **Déficit, dette, austérité... voler les travailleurs pour la croissance des profits et la compétitivité du CAC 40 - Daniel Minvielle**
- **Contre Netanyahu, Biden, Macron, apologistes du terrorisme, la révolte de la jeunesse a besoin d'une politique internationaliste pour lutter contre leurs guerres ! - Yvan Lemaitre**

## **Déficit, dette, austérité... voler les travailleurs pour la croissance des profits et la compétitivité du CAC 40**

Le lundi 29 avril, Le Maire présentait aux députés son « programme de stabilité 2024-2027 » avec « pour objectif d'exposer les prévisions de croissance et la trajectoire des finances publiques que le Gouvernement s'est fixée à horizon 2027 ». Si l'on en croit cette « trajectoire », le déficit passerait de 5,5 % à 5,1 % du PIB cette année, à 3 % en 2027. Concernant la dette (110,6 % du PIB), elle « s'inscrirait en baisse à compter de 2026 »... Ces « prévisions » s'accompagnent de ce qui permettrait d'y parvenir : « la croissance et le plein emploi », « les réformes de structure comme la réforme de l'assurance chômage ou la simplification pour toutes les PME », « la réduction des dépenses ».

Ce prétendu « plein emploi » -un taux de chômage de moins de 5 %-, est le faux-nez dont Macron-Attal-Le Maire ont le cynisme de parer leur offensive contre les chômeurs, désignés comme coupables et responsables de leur propre sort et des difficultés de recrutement des entreprises. Le gouvernement va définir par décret de nouvelles règles d'indemnisation qui seront valables dès le 1<sup>er</sup> juillet. Règles qui ne sont pour l'instant pas définies mais qui « auront pour objectif de concourir à l'atteinte du plein-emploi et de favoriser le retour rapide en emploi des chômeurs indemnisés »... en réduisant leurs indemnités, ce qui devrait les pousser à accepter n'importe quel boulot, à n'importe quelles conditions. Des règles qui visent en fait à réaliser des économies : concernant les seuls seniors, l'objectif serait de faire 440 millions d'économies sur les trois ans qui viennent.

Cette offensive contre les chômeurs n'est qu'un des aspects d'une offensive globale contre le monde du travail dont les 10 milliards de « réduction des dépenses » déjà mis en œuvre ne sont qu'un avant-goût. Ramener le défi-

cit sous les 3 % d'ici 2027 supposerait de 20 à 25 milliards de dépenses publiques en moins chaque année !

Le gouverneur de la Banque de France et le président de la Cour des comptes, Moscovici, n'ont pas tardé à critiquer les prévisions de croissance trop optimistes du gouvernement... façon de demander encore plus d'austérité. Quant au pseudo débat à l'Assemblée, il a surtout permis aux divers groupes d'opposition de mettre en cause les compétences et la bonne foi de Le Maire et de son comparse Cazenave, tout en faisant planer la menace d'une motion de censure. Rien par contre sur le fond du problème, le déficit public comme arme pour maintenir la rentabilité du capital pour éviter la faillite en cours, au détriment de toute la population.

### **Derrière le déficit budgétaire, une guerre de classe d'autant plus violente qu'elle est désespérée**

Le ministère des finances a justifié son plan de 10 milliards de restrictions budgétaires par le fait que les rentrées fiscales de 2023 ont été plus faibles que prévu : - 4,4 milliards sur l'impôt sur les sociétés, - 1,4 sur la TVA, - 1,4 sur l'impôt sur le revenu... Autant de conséquences d'une économie en berne auxquelles s'est ajoutée l'augmentation du budget militaire, porté à 2 % du PIB en 2024 pour remplir « l'objectif fixé par l'OTAN ».

Quant à la dette, elle est prise dans son propre cercle vicieux. L'Etat emprunte chaque année pour combler le déficit, mais aussi pour rembourser le capital des emprunts arrivés à échéance. Sur les plus de 3000 milliards actuels de dette publique, 2000 devront être remboursés grâce à des emprunts équivalents d'ici 2027. Les intérêts versés chaque année par l'Etat -la charge de la dette- pèsent de

plus en plus lourdement sur le budget, creusant le déficit. Cette charge était de 30 milliards d'euros il y a deux ans, elle dépasse 51 milliards dans le budget 2024 et pourrait atteindre 70 à 75 milliards par an dans les prochaines années, voire dépasser le quart du budget.

Ces milliards ne sont pas perdus pour tout le monde. La dette publique est un des canaux, avec les « aides aux entreprises », par lesquels l'Etat transfère aux classes dominantes les richesses qu'il extorque aux classes exploitées à coup de taxes, de réduction de la redistribution sociale (RSA et autres allocations sociales), de destruction des services publics. Ces « aides » sont un mélange de subventions, réduction des prélèvements et des dépenses fiscales, prises de participation financières, etc. Selon une étude publiée en mai 2023 par une chercheuse du CNRS, leur montant est passé de 85 milliards d'euros par an en moyenne avant 2009 à 190 milliards par an les années suivantes et à 270 milliards en 2021. Elles apparaissent ainsi comme le principal facteur de l'aggravation du déficit de l'Etat.

Il s'agit de maintenir les profits dans une économie en stagnation, mais aussi de permettre aux grandes entreprises de faire face, au moindre coût pour elles, à l'exacerbation de la concurrence internationale. Le plan de restrictions budgétaires Macron-Attal-Le Maire est le dernier avatar de cette guerre de classe. Une politique absurde puisque, génératrice de régression sociale, elle ne peut qu'aggraver la récession économique et donc la situation à laquelle elle dit vouloir remédier. Le capitalisme français et son Etat, comme l'UE, n'ont pas d'autre politique que cette fuite en avant désespérée pour tenter de se maintenir à flot dans la concurrence mondiale, celle de leur allié américain qui ébranle un capitalisme mondialisé à bout de souffle dont ils sont totalement dépendants.

## **La France et l'Europe dans la tempête du capitaliste financiarisé mondialisé ...**

L'offensive de classe violente que mène le gouvernement vise aussi, comme le serine Macron, à augmenter « *l'attractivité de la France* » pour les investissements. Attractivité qui passe par un coût du travail le moins élevé possible et une « *simplification* » de tout ce qui peut faire obstacle à la « *libre entreprise* », au bon vouloir des patrons. Cette course à l'attractivité est d'autant plus cruciale que les USA drainent actuellement l'essentiel des investissements. C'est le résultat des mesures protectionnistes qu'ils ont prises, en particulier par les divers « plans Biden ». Il s'agissait de maintenir leur hégémonie économique face à des concurrents comme la Chine, mais ces mesures se retournent aussi contre leurs « alliés », en particulier européens.

L'UE comme divers pays, dont la France, ont tenté d'y répondre avec leurs propres plans de relance, mais ils sont loin de faire le poids. En atteste l'annonce récente par Pouyanné, le PDG de Total, qui envisage de déplacer l'essentiel de sa cotation boursière de Paris à Wall-Street. Le Maire en a immédiatement appelé à « *l'intérêt suprême de la nation* »... Pouyanné, lui, fait valoir que les actionnaires américains constituent presque 50 % de l'actionnariat du groupe alors que le nombre d'actionnaires français diminue et que « *ça n'est pas une question d'émotion. C'est une question d'affaires* » ... En guise « *d'intérêt suprême de la nation* », Le Maire veut surtout parler de l'intérêt du CAC40, qui perdrait un de ses principaux contributeurs, comme aussi de la crédibilité politique du gouvernement. Crédibilité au nom de laquelle il a convoqué le PDG de la SNCF qui a eu l'outrecuidance de signer avec les syndicats un accord de fin de carrière qui compense pour l'essentiel les effets de la réforme des retraites...

Confrontée à l'exacerbation de la guerre commerciale et alors que les affrontements et les menaces militaires s'accumulent, l'Union européenne comme ses principaux pays membres sont contraints au recul. Recul que les gouvernements cherchent à compenser par l'exacerbation de leur guerre de classe, leur volonté d'embrigader la société, de nous soumettre aux intérêts de leurs guerres commerciales, voire nous sacrifier sur leurs champs de bataille.

## **Contre les reculs sociaux, construire un rapport de force social et politique**

Pour nous, travailleur.es, jeunes, il y a urgence à dire non à l'austérité comme à leurs guerres. Pour cela, nous ne pouvons compter que sur nos propres mobilisations, en nous organisant à la base pour prendre nos affaires en main, diriger nos luttes par notre organisation démocratique.

La brutalité de l'offensive en cours montre la nature même de l'affrontement dans lequel s'opposent deux mondes aux intérêts diamétralement opposés : celui des patrons et de leur personnel politique et celui de l'immense majorité de la population, travailleurs avec ou sans emplois, salariés ou indépendants, jeunes. Un affrontement de classe d'autant plus irréconciliable que l'aggravation de la crise globale qui mine le mode de production capitaliste mondialisé et financiarisé pousse les capitalistes et leurs Etats à accentuer leur prédation, sur les femmes et les hommes comme sur la nature.

Construire un rapport de force favorable au monde du travail pour mettre un terme à la régression sociale et politique, c'est prendre conscience de la nature inévitable de cet affrontement engagé par les classes dominantes et l'aborder en toute lucidité.

*Daniel Minvielle*

## **Contre Netanyahu, Biden, Macron, apologistes du terrorisme, la révolte de la jeunesse a besoin d'une politique internationaliste pour lutter contre leurs guerres !**

**B**linken, chef de la diplomatie américaine, vient de terminer une énième tournée au Moyen-Orient. Il y était venu pour faire la promotion de la prétendue offre de trêve proposée par Israël au Hamas, qu'il a qualifiée d'« *extraordinairement généreuse de la part d'Israël* », dans le même temps qu'il affichait les prétendues préoccupations humanitaires des USA au moment où se met en place un port au large de Gaza dont la construction a été justifiée par l'aide humanitaire mais dont on ne peut ignorer les objectifs militaires possibles. Dans le même temps, Netanyahu réaffirmait publiquement : « *L'idée que nous allons arrêter la guerre avant d'avoir atteint tous nos objectifs est hors de question. Nous allons entrer dans Rafah et y éliminer les bataillons du Hamas, avec ou sans accord de trêve, afin d'obtenir une victoire totale* ». Et, en préparation de l'offensive au sol, à Rafah, les bombes israéliennes font des morts et des blessés tous les jours, Gaza crie famine.

Il est clair que cette trêve, même si pour les Gazaouis elle représenterait un répit dans l'enfer dont ils sont prisonniers, ne pouvait être au mieux qu'une trêve pour qu'Israël puisse continuer sa guerre génocidaire en ayant calmé le mécontentement de la majorité des Israéliens en obtenant la libération des otages, pour que Netanyahu reprenne la main afin de poursuivre ses buts, ceux de l'État et de l'armée sionistes ainsi que des USA et de leurs alliés, en finir avec le Hamas, entendez en finir avec la question nationale palestinienne. Un objectif dont tout le monde sait qu'il signifie un état de guerre permanent au Moyen-Orient avec en toile de fond une probable guerre contre l'Iran. Les négociations au Qatar n'étaient qu'un jeu de dupes mis en scène par Blinken et Biden.

La politique militariste des puissances occidentales, leurs mensonges hypocrites, leur complicité active combinés à l'accumulation d'images insoutenables, de témoignages des exactions et crimes de Tshal suscitent à travers le monde une profonde indignation, une colère et une inquiétude quant au risque de généralisation de la guerre.

Aux USA se développe une mobilisation politique dans les universités de Los Angeles à Washington, de New York à Austin ou Atlanta, elle ne faiblit pas et trouve un écho partout dans le monde. En France, à partir de Sciences Po Paris, malgré la répression, les intimidations ou les poursuites judiciaires, elle gagne du terrain. Quelle que soit la forme qu'elle prendra, la mobilisation s'inscrit dans la durée, elle participe d'une politisation et d'une radicalisation dont les enjeux sont importants pour l'avenir.

Il serait illusoire de rêver d'un nouveau Mai 68, illusoire et trompeur sur les enjeux politiques du mouvement qui se déroule dans un contexte international qui a bien peu à voir avec celui des années 60 et 70, celui de la victoire

des luttes de libération, des révolutions nationales au sein des pays coloniaux, les années de Mao, Ho Chi Minh, Castro où les luttes d'émancipation des peuples coloniaux se revendiquaient du communisme, où la jeunesse contestait la domination coloniale réactionnaire des puissances occidentales et où le mouvement des droits civiques et la lutte contre la guerre du Vietnam ébranlaient la citadelle impérialiste. Forces et limites d'une période dominée par la guerre froide, le stalinisme et l'imposture du communisme devenu le drapeau du stalinisme et des luttes nationales.

Les mythes du passé ne préparent pas l'avenir, une nouvelle période est ouverte et les enjeux des mobilisations de la jeunesse en sont d'autant plus importants.

### **La révolte de la jeunesse contre la guerre d'Israël s'affronte aux appareils d'État**

« *L'ordre devait prévaloir* », Biden a, sans nuance, soutenu la répression policière brutale qui s'attaque aux étudiants occupant les campus et opère des milliers d'arrestations même s'il sait qu'il est en train de perdre l'élection présidentielle. Trump a, lui, dénoncé « *des tarés de la gauche radicale et il faut les arrêter maintenant* » accusant Biden de mollesse. Après le vote des crédits de guerre pour Israël, l'Ukraine et Taïwan par les Républicains et Démocrates la main dans la main, les surenchères répressives contre la jeunesse de Biden et Trump illustrent à quel point le bipartisme qui domine la vie politique aux USA est une machine à encadrer et dominer l'opinion pour le compte de Wall Street et du Pentagone.

Une nouvelle génération est en train de se politiser à travers l'action collective en se confrontant directement avec la police et l'État. Les images montrant les cohortes de policiers anti-émeutes lâchés contre les étudiants qui dénoncent le génocide commis par l'État sioniste d'Israël, exigent un cessez-le-feu et récuse le soutien militaire des États-Unis à Israël, font le tour du monde. Malgré ces interventions policières brutales, malgré des interpellations massives et les tentatives de démanteler les campements de toile et surtout malgré l'abjecte présentation des protestataires comme autant d'antisémites ou apôtres du terrorisme, le mouvement étudiant continue.

Ces accusations écœurent et scandalisent alors qu'une bonne partie des classes bourgeoises, des intellectuels, à l'unisson des gouvernements des grandes puissances occidentales apportent leur soutien politique, moral et matériel, militaire à un régime d'extrême droite israélien, sioniste qui massacre une population.

### **Quand les fauteurs de guerre, terroristes d'État et racistes, invoquent la lutte contre l'antisémitisme et le terrorisme**

« *Les dérives d'une minorité agissante et dangereuse qui veut imposer à la majorité des étudiants, des enseignants, une idéologie venue d'outre-Atlantique* », dénonce Attal contre les étudiant·es de Sciences Po faisant écho à Biden-Trump et trouvant écho chez Marine Le Pen : « *Je vois une mouvance essayer d'importer en France la guerre raciale américaine. Se mettre sur un plan racial, c'est tomber dans un double piège. D'abord, celui des indigénistes, des racistes, alors qu'il faut rester sur un plan républicain. [...] C'est aussi tomber dans le piège de l'américanisation, alors que rien ne se construit, en France, en fonction de communautés* ».

L'ironie de la lutte ridiculise ces dénonciateurs de « *l'américanisation* » qui sont inféodés au militarisme de la première puissance mondiale et à son vassal Israël. Leur américanisation à eux, c'est le racisme, héritage de l'esclavage, qui continue à pourrir la vie sociale aux USA comme dans les vieilles puissances coloniales, leur trait d'union cimenté par le sang des opprimés et les intérêts du capital.

Leurs intérêts convergent dans le soutien au sionisme et dans la même répression qui, ici aussi, a franchi un nouveau seuil. Les procédures judiciaires à l'encontre de responsables politiques dont Anasse Kazib, Rima Hassan, Mathilde Panot s'accompagnent des interventions policières et arrestations d'étudiants, de censure et de police des esprits en particulier dans les médias comme France Inter.

Après l'accusation d'antisémitisme, l'« *Apologie du terrorisme* » devient le principal acte d'accusation pour criminaliser celles et ceux qui se soulèvent contre le crime commis contre le peuple palestinien. Cette perversion morale et intellectuelle illustre la dérive réactionnaire, xénophobe et militariste, résurgence du colonialisme, non seulement des classes dirigeantes mais aussi des intellectuels qui se prétendent, sans rire, les continuateurs des Lumières au pays des droits de l'homme !

Une imposture qui vient justifier leur étroitesse nationale pour défendre leurs privilèges petits ou grands à l'ombre de la domination du capital auquel ils vendent leur âme et leur plume et dont les racines plongent dans le colonialisme et les guerres coloniales, leur défaite historique dont ils ne se remettront jamais alors que sont ravivés par la guerre leurs vieux préjugés racistes dans la défense de l'occident et de « *nos valeurs* », la « *guerre de civilisation* » qui conduit directement à un nouveau fascisme.

## **La folie de Netanyahu ou la folie de la stratégie militariste des USA et de l'Otan**

Pour Biden et Macron, la guerre d'Israël est légitime. Ses excès ne seraient que le fait du jeu personnel de Netanyahu et ils tentent de répondre à la réprobation des massacres, à l'indignation et incompréhension qu'ils soulèvent dans la population par une propagande relayée complaisamment par les médias comme quoi les USA et leurs alliés feraient pression sur Netanyahu dont l'ambi-

tion et les difficultés avec la justice seraient l'explication de la folie guerrière qui s'est emparée de l'armée israélienne. Ce conte ne repose sur rien et masque à la fois la réalité de ce qu'est devenu l'État sioniste dominé par l'influence de l'extrême droite, des intégristes religieux comme la stratégie des USA et de leurs alliés.

Pas plus que le délire grand russe du dictateur Poutine ne suffit à expliquer l'origine de la guerre d'Ukraine, l'ambition folle de Netanyahu, sa volonté de vengeance en réponse au 7 octobre ne peuvent expliquer la course guerrière fanatique d'Israël.

Pas plus que les USA et l'Otan n'ont tenté d'offrir avant 2022 une porte de sortie à Poutine pour éviter la guerre en ouvrant des négociations sur la sécurité en Europe, ils n'ont ouvert une porte vers la paix au Moyen-Orient en imposant la reconnaissance du droit démocratique élémentaire des Palestiniens à posséder leur propre État. Droit auquel les USA s'opposent en fait avec la même obstination que les sionistes, Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite.

Netanyahu ne met pas ses alliés devant le fait accompli mais gère leur guerre en respectant leur propre demande comme l'illustre la proposition d'Israël d'une trêve, le temps pris avant de déclencher l'offensive terrestre contre Rafah, ou la collaboration avec les USA pour la construction d'un port destiné à l'aide humanitaire mais qui pourrait servir à des opérations militaires communes. Leur complicité est totale dans les mensonges comme dans les actes.

Le soutien à Israël est un élément clé de la politique américaine et de ses alliés. Il s'inscrit dans une stratégie globale dont le Moyen Orient est une plaque tournante au même titre que la guerre d'Ukraine.

## **« Guerre à la guerre ! »**

Cet appel fut lancé par la Deuxième internationale social-démocrate à l'issue du congrès de Bâle en 1913, porté par Jaurès alors que grandissait la menace de la première guerre impérialiste de 1914. Il valut à celui-ci d'être assassiné le 31 juillet 1914, la veille du déclenchement de la guerre qui vit la Deuxième internationale sombrer dans l'union sacrée. Le drapeau de la lutte contre la guerre fut repris par la minorité internationaliste. Lénine formula la stratégie, transformer la guerre impérialiste en guerre civile alors que Karl Liebknecht lançait le mot d'ordre « *L'ennemi est dans notre propre pays !* » après avoir refusé au Parlement allemand de voter les crédits de guerre.

La stratégie révolutionnaire élaborée par la minorité internationaliste qui s'opposa à la première guerre impérialiste trouve sa continuité dans la politique qui s'impose à toutes celles et ceux qui ne veulent pas se limiter à crier leur indignation, leur révolte face aux massacres des Palestiniens et au bain de sang qui a lieu en Ukraine des deux côtés des tranchées, mais veulent mettre un coup d'arrêt à la logique militariste et belliciste qui gagne le monde et à la propagande nationaliste et patriotique qui pourrit les consciences.

Nous ne pouvons que regretter que ce 1<sup>er</sup> Mai n'ait pas été dominé par un internationalisme conséquent, c'est-à-dire qui inscrive le combat de classe ici dans le combat de classe international contre la guerre, contre les guerres et les responsabilités directes de notre bourgeoisie et notre État et soutienne et ouvre une perspective à la jeunesse.

La solidarité avec le peuple palestinien ne peut que rester dans les limites du nationalisme et des vœux pieux ou de la dénonciation de la répression sans désigner directement l'ennemi qui est dans notre propre pays, si elle ne se lie pas à la lutte contre la guerre d'Ukraine plus largement la lutte contre la guerre, les guerres, à la lutte de classe pour en finir avec la domination capitaliste.

La confusion au sujet de la guerre d'Ukraine domine les esprits y compris dans le camp révolutionnaire. La solidarité avec l'Ukraine dans la guerre par procuration de l'Otan exprime la domination sur les cerveaux de la propagande des USA et de leurs alliés, de Macron prétendant défendre l'indépendance de l'Ukraine et la démocratie alors qu'ils sacrifient le peuple ukrainien, chair à canon dans cette guerre par procuration, à la défense de leurs propres intérêts contre les prétentions russes. Notre solidarité, c'est la lutte contre cette guerre en dénonçant les mensonges de la propagande occidentale.

Oui, contre la guerre et le capitalisme, solidarité internationaliste des travailleurs ! L'ennemi est dans notre propre pays ! Aujourd'hui encore nous ne votons pas les crédits de guerre à l'armée de Biden-Macron-Zelensky. Leur guerre n'est pas la nôtre et le combat des travailleurs

est, à travers le monde, un même combat contre les États capitalistes, les classes dominantes, pour refuser d'être les fantassins de leur guerre économique et militaire.

Cette lutte est essentielle aussi pour imposer les droits démocratiques des Palestiniens, l'exigence initiale du mouvement national palestinien d'un État démocratique laïc où Arabes et Juifs, musulmans, chrétiens et sans religion puissent coexister pacifiquement et jouir de droits égaux. La politique du Hamas est de toute évidence un obstacle sur cette voie.

Les travailleurs du monde entier en particulier ceux des puissances occidentales ont rendez-vous à Gaza. L'issue de la guerre génocidaire qui s'y mène, ses suites seront déterminantes pour l'avenir de la planète au même titre que celle d'Ukraine.

La capacité des travailleurs des puissances occidentales à y intervenir pour arrêter le bras des assassins et de leurs commanditaires sera décisive pour mettre en échec la militarisation du monde, barrer la route aux forces fascistes, les Trump et autres Le Pen, reprendre l'offensive pour en finir avec le capitalisme et son cortège de misère, de violences, de guerres, de catastrophes écologiques. C'est aussi la seule possibilité pour le peuple palestinien de conquérir ses droits démocratiques contre Israël mais contre aussi le Hamas et les régimes réactionnaires du monde arabe, en alliance avec les travailleurs des autres nations de la région dans une fédération socialiste des États du Moyen-Orient.

*Yvan Lemaitre*